

Bulletin trimestriel d'information sur la sécurité alimentaire en République Démocratique du Congo



Numéro 2/2011 -3eme trimestre - Octobre 2011

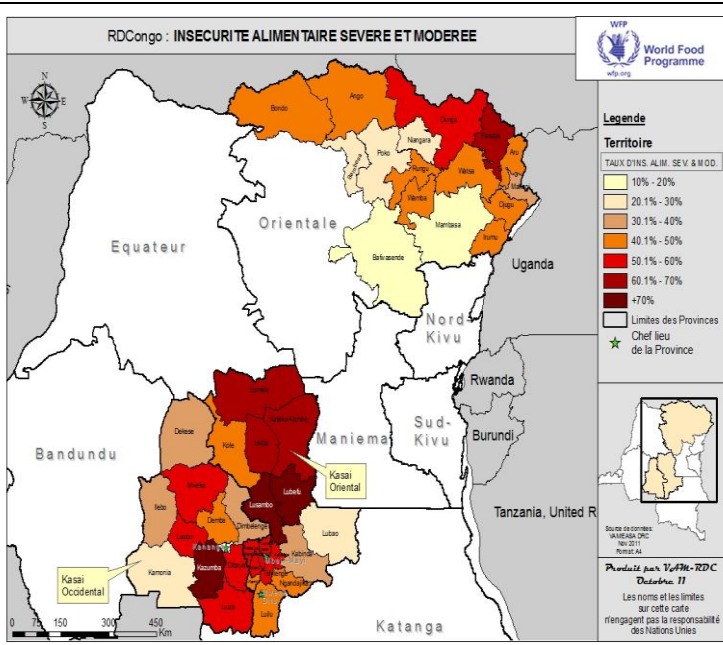
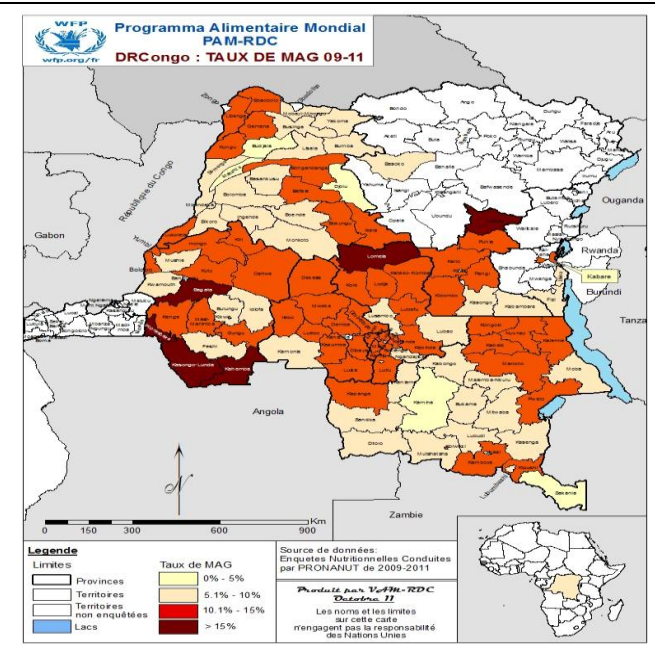
Points saillants

- Contexte politique marqué par un climat tendu à l'approche des échéances électorales présidentielles et législatives de novembre 2011.
- Selon les résultats de la récente enquête conduite par le PAM, le Gouvernement et les partenaires dans la Province Orientale, 3,1 millions de personnes seraient en insécurité alimentaire dont 720.000 personnes de manière sévère.
- Suite aux résultats de l'enquête conduite dans la Province Orientale, le PAM a organisé un atelier avec le Gouvernement et les partenaires le 27 septembre à Bunia et le 29 Septembre à Dungu sur l'analyse des causes de l'insécurité et les réponses appropriées à apporter.
- Les résultats préliminaires de l'enquête sur la sécurité alimentaire conduite par le PAM, l'INS et les partenaires dans la province du Kasai Oriental montrent que 14% des ménages sont en insécurité alimentaire sévère tandis que 38% sont en insécurité alimentaire modérée.
- 92,000 réfugiés congolais en République du Congo et en République Centrafricaine enregistrés pour un rapatriement prochain, selon le HCR.
- Situation nutritionnelle toujours alarmante dans l'ouest, le centre et le nord du pays.
- Pour améliorer le ciblage des bénéficiaires de l'assistance alimentaire, le PAM a développé un guide méthodologique en cours de test dans le nord Kivu et en Province Orientale

Mise à jour de la situation alimentaire et nutritionnelle par province

Cartographie de la malnutrition aiguë globale (MAG) selon les territoires : Source des données/PRONANUT (2009/2011),

Cartographie de l'insécurité alimentaire selon les territoires : Source des données (PAM- 2011 ; les résultats des provinces du Kasai Oriental et Occidental sont préliminaires



Situation politique et sécuritaire

A l'approche des échéances électorales présidentielles et législatives prévues pour novembre prochain les tensions deviennent de plus en plus perceptibles entre la majorité au pouvoir et l'opposition. Un nombre d'incidents de plus en plus grandissants laisse croire à une éventualité d'aboutir à un processus électoral non-apaissé. Cela pourrait exacerber une situation de sécurité alimentaire déjà précaire pour un grand nombre des ménages à travers le pays.

Entre-temps, les attaques des groupes armés contre les civils et les affrontements entre les militaires de FARDC et les différentes milices continuent à déplacer les populations dans l'Est du pays. Les conflits armés ainsi que l'insécurité physique et les déplacements des populations qui en résultent ont, du reste, été identifiés par différentes enquêtes de sécurité alimentaire comme une des principales causes conjoncturelles de l'insécurité alimentaire en RDC.

Province Orientale

Environ 3,1 millions de personnes seraient en insécurité alimentaire dont 720.000 en insécurité alimentaire sévère dans 16 territoires concernés par l'évaluation approfondie de sécurité alimentaire conduite par le PAM avec l'appui du Ministère de l'Agriculture, les partenaires membres du cluster sécurité alimentaire et les ONGs en juillet/aout passé dans la Province Orientale.

Globalement, le taux d'insécurité alimentaire sévère et modérée est de 41,1% pour l'ensemble des territoires ayant fait l'objet de l'évaluation. Les territoires de Faradje (67,3%), Dangu (52,3%), Rungu /Wamba/Watsa (50%), Djugu (49,6%), Aru (44,8%), Ango et Bondo (42%) et Irumu (40,5%) présentent les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire sévère et modérée. Ces taux sont cependant en dessous de la moyenne de l'échantillon dans les territoires de Mahagi (32,4%), Bambesa/Poko (28%), Niangara (23%)

et Mambassa (11,6%).

Les taux d'insécurité alimentaire sévère les plus élevés sont enregistrés dans les territoires de Faradje (26,9%), Dungu (23,7%), Rungu/Wamba/Watsa (15,2%) dans le district du Haut-Uélé et les territoires d'Aru (15,4%) et de Djugu (12,2%) dans le district de l'Ituri.

Par ailleurs, les résultats des enquêtes nutritionnelles menées en 2011 dans les zones de santé de Ango (avril) et de Doruma (mars) par Action Contre la Faim (ACF) montrent que la malnutrition aiguë constitue un problème de santé publique dans ces entités. Les taux respectifs de prévalence de malnutrition aiguë globale à Ango et Doruma sont de 10,3% et 10,1%, respectivement, tandis que les taux de malnutrition aiguë sévère sont de 2,4% à Ango et 2,1% à Doruma. En revanche, la situation de malnutrition aiguë n'est pas alarmante à Banalia et Isangi où les enquêtes nutritionnelles territoriales conduites par ACF en avril 2011 ont trouvé les taux de 8,1% et 5,3%, respectivement.

L'insécurité généralisée et persistante depuis plusieurs années couplée aux causes structurelles, notamment le déficit en infrastructures socio-économiques, sont visiblement les causes principales de la détérioration de la situation de sécurité alimentaire dans la zone qui a fait l'objet de l'évaluation.

Les mouvements répétés des populations ont, du reste, provoqué une diminution importante de la production et affaibli les moyens de subsistance surtout basés sur l'agriculture et l'élevage. Les capacités d'autosuffisance, surtout des populations déplacées, sont généralement faibles et la hausse généralisée des prix des denrées alimentaires ainsi que la forte volatilité qui les caractérise réduit davantage leur capacité d'accès à la nourriture. Alors qu'une opération d'urgence du PAM (EMOP) pour l'assistance alimentaire aux populations vulnérables dans les districts du Haut-Uélé et le Bas-Uélé prend fin en décembre de cette année, une nouvelle EMOP qui tiendra compte des besoins identifiés par la récente évaluation est en cours de préparation.

L'activisme des groupes armés opérant dans le Sud du territoire de l'Irumu en Ituri ainsi que

dans les zones frontalières avec le Soudan, RCA et l'Uganda tend à s'intensifier à la veille des élections. Un programme conjoint PAM-HCR est en cours d'exécution en territoire de Bondo en faveur des réfugiés Centrafricains et un Plan de contingence a été établi en vue d'accueillir d'ici la fin de l'année les rapatriés congolais qui sont en Uganda.

Le PRONANUT, le PAM et l'UNICEF prévoient de conduire une enquête nutritionnelle territoriale dans la province orientale au cours de ce dernier trimestre 2011 en vue d'actualiser les indicateurs nutritionnels et de relever les gaps d'information. Cette enquête sera financée conjointement par le PAM et l'UNICEF.

Province de l'Equateur

Selon les résultats de la mission d'évaluation conjointe PAM-HCR conduite du 27 août au 05 septembre dernier dans la zone de Dongo et Libenge, les populations dans cette zone ont, de manière générale, du mal à se rétablir des effets du conflit interethnique d'octobre 2009 qui a provoqué un déplacement important des populations aussi bien à l'intérieur du pays que vers les pays voisins (Rep du Congo et RCA). Ce conflit a occasionné une perte considérable des moyens de subsistance des ménages. L'accès aux outils de production agricole (haches et machettes) et de pêche (filets et hameçons) reste très limité pour beaucoup de ménages et constitue un obstacle majeur pour la relance de l'agriculture et la pêche, pourtant principales sources de nourriture et de revenus dans la zone.

Environ 10,000 rapatriés spontanés sont revenus dans cette zone. Ils n'ont pas encore reconstitué leur capacité de production par manque d'outils de travail. Pour répondre à leurs besoins de base, y compris l'alimentation, ils recourent à une variété de mécanismes de survie, entre autres le ramassage de produits alimentaires dans les champs abandonnés, travailler comme main d'œuvre agricole dans les champs des autres, emprunter les outils pour travailler leurs propres champs, etc.

Selon le HCR, environ 92,000 réfugiés RD-congolais en RC et RCA se sont enregistrés pour un rapatriement prochain. Bien que les dates de

rapatriement ne soient pas connues, il y a des indications que cela ne se passe avant les élections de novembre prochain. Cependant, L'annonce par le bureau du PAM Brazzaville de l'arrêt de l'assistance alimentaire aux réfugiés RD-congolais en République du Congo pourrait provoquer un retour précipité et/ou spontané d'un grand nombre des rapatriés.

Dans le cadre du démarrage du programme d'achat pour le progrès (P4P) dans la province de l'Equateur à Bikoro, le PAM et la SNV ont réalisé une enquête de base auprès des commerçants des denrées alimentaires de Bikoro, de Kinshasa et de Mbandaka. L'objectif de cette enquête était de connaître leur profil, leur capacité et les pratiques commerciales au début du projet. Les résultats de cette enquête ont montré que les achats locaux dans cette partie n'auront pas d'effets pervers sur le fonctionnement des marchés mais permettront plutôt de renforcer le pouvoir d'achat des ménages bénéficiaires.

Province du Kasai Oriental

Les résultats préliminaires de l'enquête approfondie sur la sécurité alimentaire conduite par le PAM et l'Institut National de Statistique du Kasai oriental dans les 16 territoires de la Province révèlent une situation alimentaire précaire et préoccupante. En effet les résultats de l'enquête montrent que 13,5% des ménages sont affectés par l'insécurité alimentaire sévère tandis que 37,9% sont dans une situation d'insécurité alimentaire modérée. A l'échelle de la population de la province, ces taux représentent 916.000 personnes en insécurité alimentaire sévère et 2.200.000 personnes en insécurité alimentaire modérée. Globalement les taux d'insécurité alimentaire sévère et modérés sont plus élevés dans les territoires suivants : Lusambo/Lubefu (70,6%), Katakombe/Lomela (63,7%), Lodja (60,5%) Kabeya Kamuanga (57,5%), Lupatapata/Miabi (54,8%), Tshilenge (54,7%), Katanda (52,1%).

Les résultats des enquêtes nutritionnelles menées par le PRONANUT dans 5 communes de la ville de Mbuji Mayi, dans la ville de Muene Ditu et le territoire de Luilu montrent que la malnutrition aiguë est une urgence pour l'une des communes enquêtées de Mbuji Mayi

(Bipemba) et dans le territoire de Luilu où le taux de malnutrition aiguë global (MAG) a été trouvé supérieur à 10%. Comparativement aux résultats des enquêtes territoriales de 2009, la situation connaît une relative amélioration dans le reste des entités enquêtées où les taux de MAG ont été trouvés inférieurs à 10%.

Province du Kasai Occidental

Les résultats préliminaires de l'enquête approfondie sur la sécurité alimentaire des ménages dans la province révèlent que globalement l'insécurité alimentaire touche 46 % de ménages dont 14,5% des ménages affectés par l'insécurité alimentaire sévère et 31,5% par l'insécurité alimentaire modérée. Les territoires de Mweka, Lwiza, Luebo, Kazumba, Dibaya et Demba sont plus affectés contrairement aux territoires de Kamonya, de Ilebo, de Dimbelenge, et de Dekese dont les taux d'insécurité alimentaire sont en dessous de la moyenne provinciale.

La situation de malnutrition reste préoccupante dans les territoires de Lwiza et Dekese où les taux de MAG sont toujours supérieurs à 10%, selon les enquêtes de PRONANUT d'octobre 2010. Cependant, selon les résultats desdites enquêtes on note une baisse de 15,8% en 2009 à 11,3% à Lwiza et de 16,9% en 2009 à 13,7% à Dekese. La situation nutritionnelle est également inquiétante dans les zones de santé de Kitangwa, Kamonia, Nyanga, Ndeksha, Lubondaye et Mushenge, selon les résultats des enquêtes nutritionnelles menées par ACF en juillet 2011. Les taux de MAG dans ces zones sont supérieurs à 10% et les taux de malnutrition sévère (MAS) dépassent le seuil de 2%.

Province du Katanga

Selon les enquêtes nutritionnelles menées par le PRONANUT sur financement de World Vision en août 2011, la situation nutritionnelle n'est pas inquiétante dans les zones de santé de Kasenga et de Kambove où les taux de malnutrition aiguë globale enregistrés sont de 6% et 4%, respectivement. Il convient de noter dans le cas de Kambove que les enquêtes territoriales de décembre 2009 conduite par le PRONANUT avec

l'appui du PAM et de l'UNICEF avaient montré des taux de malnutrition aiguë globale de 15,2% tandis que celles d'octobre 2010 menées par le PRONANUT avec l'appui de World Vision le MAG avait trouvé un taux réduit de 13% pour l'ensemble du territoire.

Les résultats préliminaires des enquêtes nutritionnelles menées dans les zones de santé de Nyunzu et Nyemba indiquent une situation nutritionnelle plutôt inquiétante dans ces zones de santé où les taux de malnutrition aiguë globale enregistrés se situent à 11,5% à Nyunzu et à 12,2% à Nyembe.

A Kabalo, dans le district du Haut Tanganyika, le programme d'Achat pour le Progrès (P4P) contribue à la relance économique du secteur agricole et au relèvement communautaire, participant ainsi à la réduction de l'insécurité alimentaire et à la création des opportunités d'emploi. Le PAM, la FAO et leurs partenaires renforcent les organisations de producteurs et les aident à se regrouper et à commercialiser les productions de leurs membres. D'ici la fin de l'année, il est prévu dans le cadre de ce projet d'accroître le nombre des bénéficiaires. Ainsi, une enquête à mi parcours de ciblage des nouveaux Organisations Paysannes (OP) qui vont intégrer le projet en 2012 est prévue au mois de décembre 2011. L'objectif est d'atteindre l'effectif de 11,000 ménages bénéficiaires dans le territoire de Kabalo.

Province du Bas-Congo:

La situation nutritionnelle est préoccupante dans les zones de santé de Masa, Nselo et Sona Bata où les taux de malnutrition aiguë globale de 11,3%, 13,1% et 11,8%, respectivement, ont été enregistrés selon les résultats de enquêtes nutritionnelles menées par ACF avec le financement de USAID en février/mars 2011. Les taux de malnutrition sévère dépassent également le seuil de 2%.

Province du Nord Kivu

Selon le bulletin hebdomadaire d'information humanitaire (OCHA) du 16 septembre, on a noté une recrudescence des enlèvements des acteurs humanitaires accompagnés des revendications politiques et réclamation de la cessation des

opérations militaires en cours dans les territoires de Walikale et Lubero dans la province du Nord Kivu. Des mouvements de populations ont été observés principalement dans les territoires de Masisi, Walikale et dans le Sud Lubero suite aux attaques répétées des présumés éléments des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR). Des enlèvements des pêcheurs sont aussi signalés à Rutshuru dans le Nord Kivu.

La situation nutritionnelle semble s'améliorer dans la zone de santé de Pinga où le taux de MAG (Malnutrition Aiguë Globale) a chuté de 15,9% en juillet 2010 à 6,4% en juillet 2011. Une mission d'évaluation rapide de la sécurité alimentaire (conduite par le cluster sécurité alimentaire) au Nord de la zone de sante de Pinga indique l'intensification des mouvements de retour et de réinstallation des populations dont les villages (Kanune, Buleusa, Rusamambo, Kateku, etc.) ont été incendiés en février 2011. La phase collecte des données de l'enquête territoriale sur la sécurité alimentaire des ménages est en cours et les résultats permettront de faire la mise à jour des informations sur la sécurité alimentaire des ménages au niveau des territoires.

Le PAM, NRC, le HCR, le gouvernement provincial du Nord Kivu et le groupe de travail GT/CCCM procède à l'identification des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire dans les camps de Masisi. Plus de 3900 ménages repartis dans cinq camps sont concernés par cette activité. Plus de 50 staffs de ces organisations ont été formés sur l'outil d'analyse de la vulnérabilité et l'utilisation du PDA.

Seuls les ménages vulnérables en insécurité alimentaire recevront l'assistance alimentaire.

Province du Sud Kivu

La phase de collecte de données de l'enquête territoriale sur la sécurité alimentaire des ménages dans le sud Kivu vient de s'achever et le traitement des données est en cours. Les résultats de cette enquête permettront de mettre à jour les informations sur la sécurité alimentaire dans les territoires du sud Kivu.

La maladie de la striure brune du manioc a été confirmée au Sud Kivu par les services de l'Etat. Cette maladie cause le pourrissement des

tubercules qui deviennent impropres à la consommation humaine. Une collecte de données est en cours pour évaluer les zones endémiques de la maladie de même que l'ampleur des pertes de récoltes.

Ville de Kinshasa

La situation nutritionnelle dans la ville de Kinshasa semble être non problématique. Les résultats préliminaires de l'enquête menée dans la ville de Kinshasa par PRONANUT avec l'appui financier du PAM et de l'UNICEF pour 4 strates : la Cité rurale, la cité centrique Est, la cité centrique Ouest et la cité centrique Sud ont révélé des taux de MAG inférieur à 10% pour l'ensemble de la ville.

EVOLUTION DES PRIX

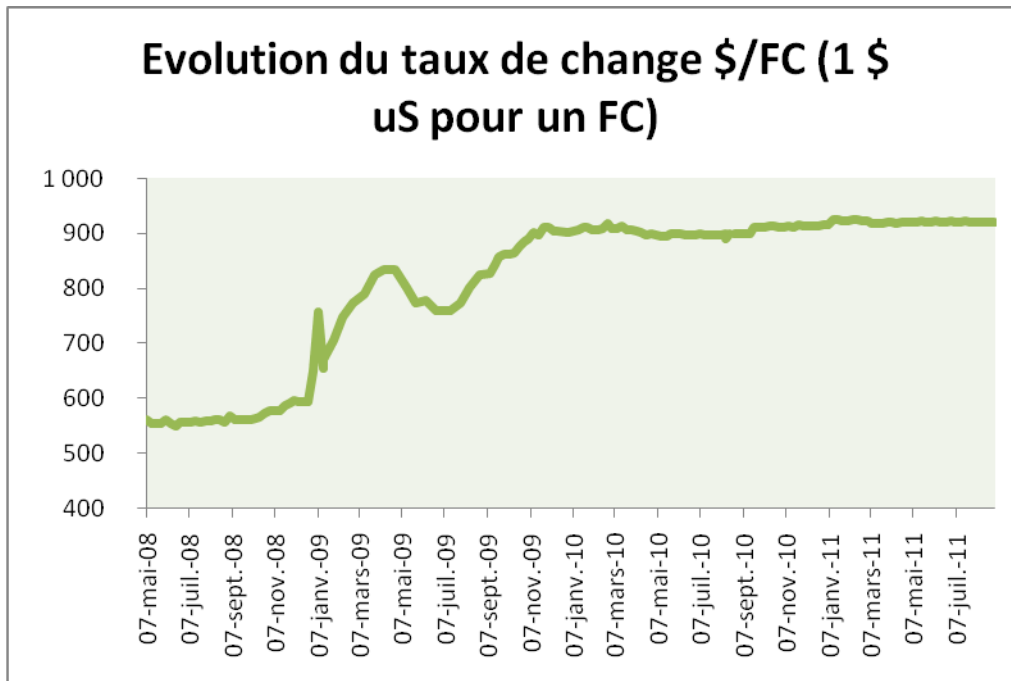
D'une manière générale, les prix des denrées alimentaires sont maintenus à des niveaux élevés depuis la crise alimentaire de 2008. L'indice des prix alimentaires de la FAO enregistrent une augmentation de 21% en août 2011 par rapport à août 2010. Les augmentations les plus fortes ont été enregistrées sur les marchés de Kananga, de Kisangani, de Mbandaka, de Bukavu et de Matadi. La plupart des denrées alimentaires

ont enregistré des augmentations importantes aussi bien par rapport à 2010 que par rapport à la moyenne des 3 dernières années. Le riz importé par exemple a enregistré une hausse de 22% par rapport à la moyenne des 3 dernières années. L'augmentation est de 32% sur le marché de Goma et de 57% sur le marché de Kisangani.

Les difficultés d'accès et les distances parfois très longues qui séparent les grands marchés de consommation entraînent des surcoûts très élevés pour les consommateurs congolais. Bien que stabilisé ces dernières années, le taux d'inflation reste élevé en RDC et se situerait en août autour de 14,2% selon la Banque Centrale. On note par exemple une forte tendance à la hausse des prix de la farine du manioc qui constitue un aliment de base de la province orientale et dans la majeure partie du pays.

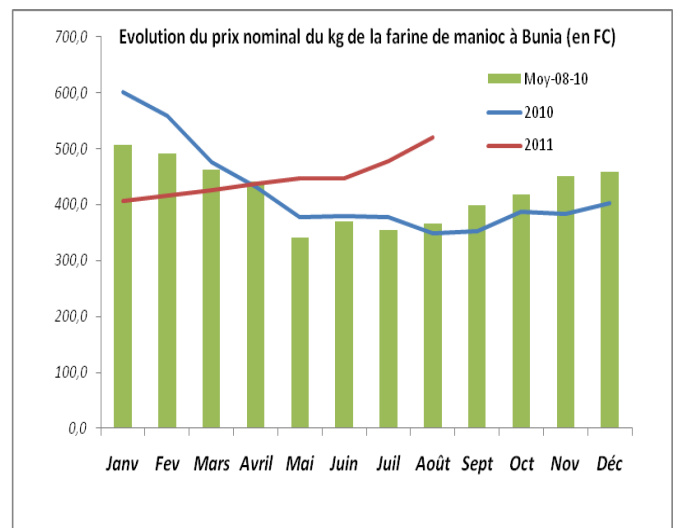
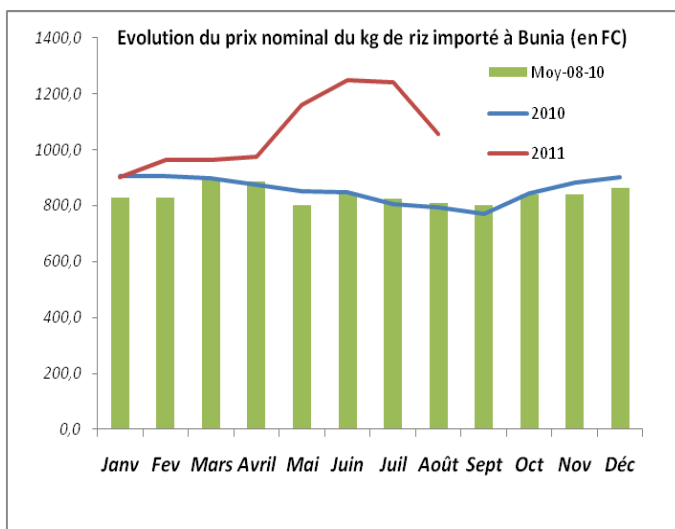
Conclusion: La situation alimentaire et nutritionnelle reste globalement précaire dans le pays. Les résultats des différentes enquêtes conduites dans le pays montrent que le phénomène se généralise de plus en plus à l'ensemble des provinces de la région. Bien que la sévérité de la situation soit plus visible à l'est et dans la province orientale du pays en raison de l'insécurité persistante qui a occasionné de nombreux déplacements de la population, l'enclavement qui caractérise beaucoup de zones rurales, la pauvreté combinée à la hausse des prix des denrées alimentaires affectent la sécurité alimentaire des ménages dans le reste du pays. La production agricole essentiellement tournée vers la subsistance ne couvre pas les besoins alimentaires et énergétiques de la majorité des ménages entraînant parfois des problèmes de malnutrition chez les enfants. L'accès au soin de santé à l'eau et à l'éducation est précaire dans l'ensemble du pays affectant ainsi le développement socio économique. Cette complexité de la situation milite non seulement en faveur de la poursuite des interventions d'urgence dans l'Est du pays mais nécessite également des interventions de réhabilitation et de création d'actifs productifs au profit des zones et ménages les plus vulnérables dans l'ensemble du pays.

EVOLUTION DES PRIX ET DU TAUX DE CHANGE \$ US/FC à Kinshasa (source des données : FAO)



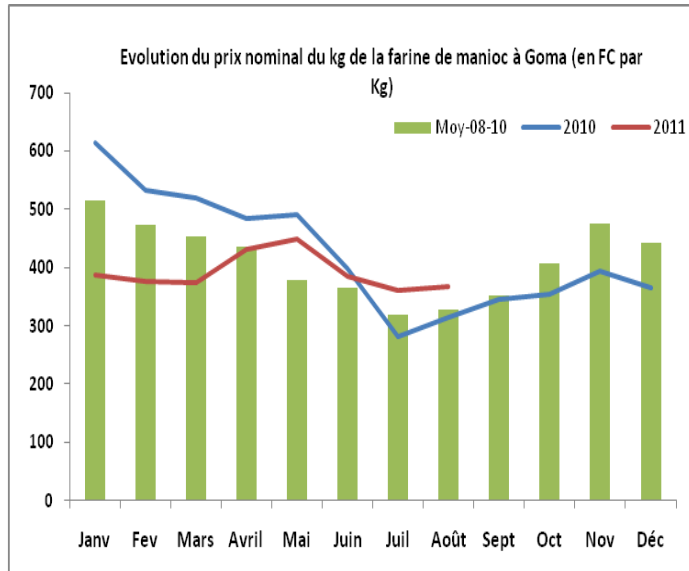
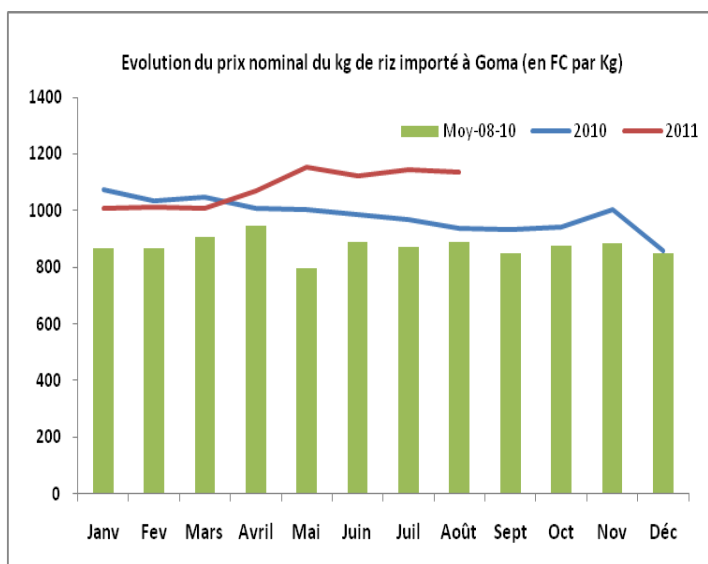
Le taux de change s'est stabilisé en 2011 autour de 1 \$ US pour 920 FC

PROVINCE ORIENTALE



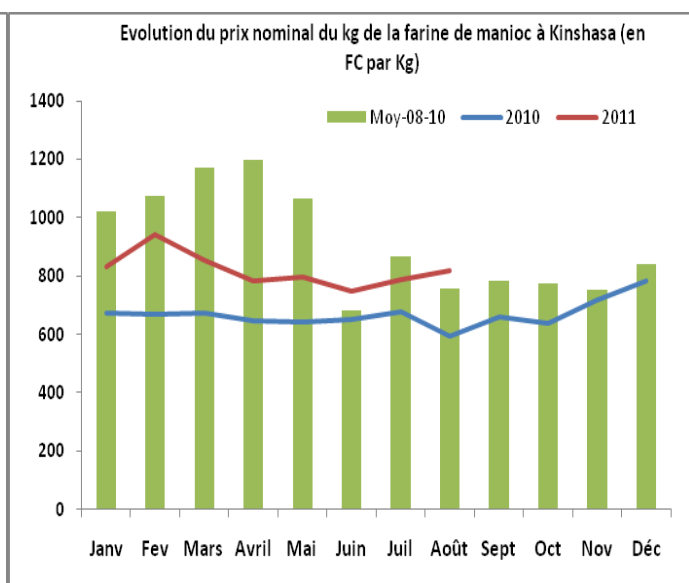
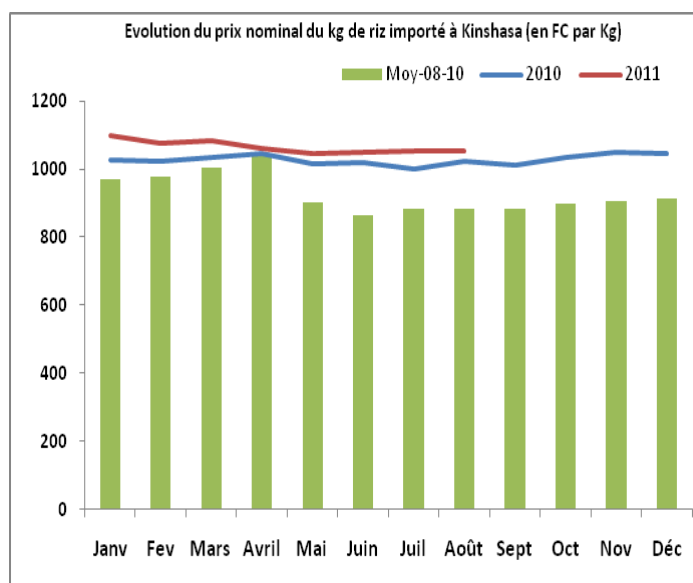
Le suivi des prix de la FAO révèle en août 2011 une augmentation de 58% par rapport à août 2010 et de 56% par rapport à la moyenne des 3 dernières années du prix nominal du kg de riz importé. La farine de manioc a quant à elle enregistré une augmentation de 49% par rapport à août 2010 et de 42% par rapport à la moyenne des 3 dernières années.

NORD KIVU



Sur le marché de Goma la variation des prix suivis par la FAO montre une augmentation de 22% en août 2011 par rapport à août 2010 et de 28% par rapport à la moyenne des 3 dernières années en termes nominaux.

KINSHASA



Sur le marché de Kinsha, l'analyse des données des prix de la FAO montre une augmentation de 3% du prix nominal du kg de riz importé en août 2011 par rapport à août 2010 et une augmentation de 19% par rapport à la moyenne de la même période des 3 dernières années.